



Bip de  
prévention



A vos marques, prêts,  
... protégez



Dans l'oeil du  
réseau des AP



Bip d'alerte

## BULLETIN D'INFORMATION DE PRÉVENTION



### Pas de panique, c'est juste un bip de prévention

#### Certibiocide : obligation pour les collectivités en 2026

À partir du **1er janvier 2026**, toutes les collectivités qui achètent ou utilisent certains **produits biocides réservés aux professionnels** (dératisation, désinsectisation, désinfection...) devront disposer d'agents formés et titulaires du Certibiocide (acheteurs et utilisateurs).

#### Pour les collectivités, l'enjeu principal = la formation :

- Repérer les services qui utilisent des biocides,
- Identifier les **agents** devant être **formés Certibiocide**,
- Programmer la **formation** et suivre la **validité**.

➡ **Plus d'infos** : [certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr](https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr)



*Arrêté du 3 décembre 2024*

Le **passport de prévention** est un **outil numérique** qui regroupera **toutes les formations et habilitations en santé-sécurité au travail** d'un agent. Il permettra de **garder la trace** des formations SST **tout au long de la carrière** et de suivre les **dates de validité** ou de **recyclage**.

- **À partir de 2026** : ouverture progressive de **l'espace employeur** pour toutes les collectivités

➡ **Plus d'infos** : [passport-prevention.travail-emploi.gouv.fr](https://passport-prevention.travail-emploi.gouv.fr)

*Décret n° 2022-1712*

#### Autorisation de conduite : 5 points à contrôler avant de laisser conduire un agent

Le CACES® seul ne suffit pas : avant toute utilisation d'un engin, l'autorité territoriale doit délivrer **une autorisation de conduite écrite, après avoir vérifié systématiquement** :

1. **Suivi médical** : l'agent dispose d'une **attestation du médecin du travail confirmant l'absence de contre-indication médicale à la conduite de l'engin, en cours de validité**.
2. **Compétences** : l'agent a bénéficié d'une formation adaptée (CACES® ou formation équivalente) correspondant au type d'engin utilisé, avec une validité à jour.
3. **Périmètre d'utilisation** : le ou les sites sur lesquels l'agent est autorisé à conduire, ainsi que les types d'engins indiqués sur l'autorisation (l'agent connaît les lieux et les consignes de sécurité).
4. **Durée de validité** : la date de fin de l'autorisation ne dépasse pas l'échéance la plus courte (visite médicale ou validité du CACES® / formation).
5. **Suivi par l'employeur** : en cas de changement de responsable signataire (nouveau maire, nouveau responsable de service...), ou d'évolution des conditions de travail, **l'autorisation est réexaminée et, si nécessaire, renouvelée**

➡ **Plus d'infos (site officiel)** : [travail-emploi.gouv.fr / Autorisation de conduite](https://travail-emploi.gouv.fr/Autorisation-de-conduite)

➡ **Point sur n° 11-H-PS1 - Autorisation de conduite et CACES**

➡ **Modèle n° 11-H-MOD1 - Autorisation de conduite**

*Arrêté du 26 septembre 2025*



## A vos marques, prêts ? ... protégez

### NOUVELLE OFFRE DE SERVICE

À compter du **1er janvier 2026**, le CDG 53 propose aux collectivités et établissements publics du département une nouvelle offre de service : **des missions d'inspection en santé et sécurité au travail**.

Cette mission **permet aux collectivités de répondre à l'obligation légale** de disposer d'un **agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI)**, prévue par le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié.

La mise en place se fera dans le cadre d'une **convention** entre votre collectivité et le centre de gestion.

Pour toute information ou pour organiser une présentation, vous pouvez solliciter l'ACFI à l'adresse suivante : [preventeur@cdg53.fr](mailto:preventeur@cdg53.fr).



**Blaise  
NKAMDA NDZANA**

L'**agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI)** interviendra, dans le **cadre d'une convention**, auprès des collectivités territoriales du département de la Mayenne.

**Son rôle** : vous apporter un **avis réglementaire** en santé et sécurité au travail, avec un **regard extérieur** pour éclairer vos décisions et accompagner vos démarches de prévention.

### Pourquoi signer une convention ACFI ?

- **Répondre** simplement à l'**obligation réglementaire**,
- **Bénéficier** d'un **regard extérieur, neutre et expert**,
- Disposer d'un véritable audit de votre organisation SST,
- **Etre accompagné** pour structurer le suivi des accidents et la prévention.

**En pratique, la mission de l'ACFI, c'est à la fois le contrôle et le conseil :**

- **vérifier** l'**application** de la **réglementation** en matière de santé et sécurité au travail ;
- **auditer** l'organisation de la santé sécurité au travail ;
- **analyser les situations sensibles** : accidents graves, incidents répétés, signalements de danger grave et imminent ;
- **proposer des mesures** concrètes et réalistes ;
- **apporter une expertise** sur des thématiques spécifiques ;
- **participer**, avec **voix consultative**, aux réunions de la formation spécialisée du comité social territorial, pour éclairer les décisions de l'autorité territoriale.



### Comment mieux prévenir les risques professionnels ?

Le **28 novembre 2025**, le **CDG 53**, en partenariat avec **l'AMF 53**, a organisé un **colloque dédié à la santé et à la sécurité au travail des agents territoriaux** à l'Atelier des Arts Vivants de Changé.

**Près d'une centaine de participants** : maires, élus locaux, directeurs généraux des services, responsables des ressources humaines, secrétaires généraux de mairie, assistants de prévention ainsi que conseillers de prévention étaient présents pour échanger autour d'un enjeu central : **comment mieux prévenir les risques professionnels dans nos collectivités ?**

Pour l'occasion, **toute l'équipe du Pôle Santé au travail et Prévention du CDG 53** était mobilisée : médecin du travail, infirmières en santé au travail, conseillers de prévention, psychologues du travail, équipe administrative...

En ouverture **Dominique de VALICOURT**, maire de Saint-Denis-d'Anjou et vice-présidente du CDG 53, a posé trois questions simples et essentielles :

- De quoi parle-t-on lorsqu'on évoque les risques professionnels ?
- Quels outils sont indispensables dans nos communes ?
- Quelles sont les erreurs à éviter ?

### Un village de partenaires pour accompagner les collectivités

Tout au long de la matinée, les participants ont également pu rencontrer une **dizaine de partenaires et exposants**, dont le **CNFPT**, la Sécurité sociale, **Cap Emploi**, ainsi que des **fournisseurs de matériels et solutions ergonomiques**, venus présenter leurs outils, ressources et dispositifs d'appui.



### Trois temps forts ont structuré la matinée :

**Un panorama des chiffres clés** des absences pour raison de santé dans les collectivités territoriales, au niveau national et en Mayenne, présenté par Pierre SOUCHON (cabinet Caracal Stratégies / Diot Siaci).

**Une table ronde animée par les experts du SPAT**, présentant les enjeux actuels de santé au travail et les accompagnements proposés aux collectivités.

**Une table ronde d'élus mayennais**, centrée sur les retours d'expérience et les attentes des collectivités en matière de prévention.



### Points clés à retenir du colloque

- **Désigner un assistant de prévention**, avec une lettre de cadrage, du temps dédié et le temps nécessaire pour suivre la formation.
- **Élaborer ou mettre à jour le Document Unique**, puis le faire vivre dans le temps.



## BIP D'ALERTE

### AGENDA DE PREVENTION

## FEVRIER 12

9h-12h

### ATELIERS PREVENTION

Atelier abordant le rôle et les missions de l'assistant de prévention

CDG 53  
53810 CHANGE

## AVRIL 21

9h-12h

### ATELIERS PREVENTION

Atelier sur la méthodologie du document unique d'évaluation des risques professionnels

CDG 53  
53810 CHANGE

## JUIN

9h30-12h

REUNION LANCEMENT

### PROJET AMIANTE : LE CDG 53 VOUS ACCOMPAGNE

**Amiante = risque toujours présent** dans de nombreux bâtiments publics construits avant 1997.

En 2026, une démarche départementale est lancée pour protéger la santé des agents et sécuriser les interventions.

Sur **volontariat**, les collectivités pourront bénéficier :

- des **sensibilisations** adaptées,
- d'**ateliers pratiques**,
- d'**outils prêts à l'emploi** pour intégrer le risque amiante dans le **document unique**.

**Ces actions** seront menées avec l'**appui d'experts régionaux** spécialisés dans le risque amiante.

**Une communication détaillée sera diffusée en début d'année**, accompagnée d'un **questionnaire** pour identifier les collectivités souhaitant participer.